

**MAIRIE
D'
ALLARMONT**



88110

ARRETE DE CIRCULATION - BARRIERE DE DEGEL n° 2025 001

**Portant règlementation des barrières de dégel sur la voirie communale de la commune
d'Allarmont**

LE MAIRE DE D'ALLARMONT,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la route ;

VU le code de la voirie routière ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I – quatrième partie – signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 et modifiée le 6 novembre 1992 ;

VU la durée et l'intensité de l'épisode de gel connu au mois de janvier 2025 ;

VU la durée annoncée du redoux à ce jour ;

Considérant la nécessité de réglementer la circulation des véhicules pendant les périodes de dégel afin d'éviter la détérioration des chaussées ;

Considérant les recommandations de l'ONF Agence Vosges Montagne ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Objet

À compter du mardi 21 janvier 2025 jusqu'au 14 février 2025 (période du dégel), la circulation des véhicules sur la Voirie Communale sera réglementée dans les conditions ci-après.

ARTICLE 2 : Charges admises à circuler

2.1 - Sont autorisés à circuler sur la voirie communale :

Tous les véhicules chargés dont le poids total autorisé en charge figurant sur le certificat d'immatriculation (carte grise) est inférieur ou égal à 3,5 tonnes.

ARTICLE 3 : Dérogations permanentes sans restriction de circulation

Ces dispositions en termes de barrière de dégel ne sont pas applicables aux :

véhicules de transport en commun assurant un service régulier,

véhicules d'intérêt général prioritaires (pompiers...),

véhicules d'intérêt général bénéficiant de facilités de passage (ambulances...),

véhicules spécialisés dans le remorquage,

engins de service hivernal et les véhicules chargés de l'approvisionnement en sel de déneigement,

véhicules assurant un service régulier de collecte et de transport des déchets ménagers,

véhicules assurant un service de pompes funèbres.

ARTICLE 4 : Dérogations exceptionnelles

En cas d'urgence nécessité et pour les transports n'entrant pas dans le cadre des dispositions décrites ci-dessus, des dérogations exceptionnelles faisant l'objet d'une autorisation de circulation individuelle de courte durée pourront être accordées dans des conditions de nature à préserver la nature de la route.

L'autorisation de circulation individuelles est établie au regard du certificat d'immatriculation pour chacun des véhicules concernés. Cette autorisation fixe les conditions techniques du transport, les itinéraires agréés, les dates et horaires à respecter par le bénéficiaire.

L'autorisation de circulation individuelle est délivrée à titre précaire et révoquant à tout moment par l'autorité délivrante.

ARTICLE 5 : Conditions d'utilisation des dérogations

Les véhicules bénéficiant d'une dérogation avec ou sans restriction de charge sont concernés par la disposition complémentaire suivante : vitesse limitée à 50 km/h.

Pour tout véhicule se déplaçant au bénéfice d'une dérogation, le responsable du véhicule doit pouvoir justifier auprès des agents du contrôle routier ou des forces de l'ordre, de la conformité du transport effectué aux dispositions de la dérogation accordée.

Lorsque la dérogation fait l'objet d'une autorisation spéciale, une copie de cette autorisation de circulation doit se trouver à bord du véhicule.

ARTICLE 6 : Signalisation

Le présent arrêté sera porté à la connaissance du public par affichage et par apposition des panneaux B13 indiquant « 3,5 T » complétés par un panneau KC1 portant la mention « BARRIERE DE DEGEL ».

ARTICLE 7 : Sanctions

En application de l'article R 411-21 du code de la route, toute personne qui aura contrevenu aux dispositions concernant les barrières de dégel sera punie par l'amende prévue pour les contraventions de 5e classe.

L'immobilisation du véhicule peut-être prescrite dans les conditions prévues aux articles L 325-1 à L325-5 du code de la route.

ARTICLE 8 : Monsieur le Maire de la commune d'Allarmont,

Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie de Raon l'étape,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Allarmont, le 21/01/2025



Pierre SARRAZIN

Pierre SARRAZIN
2025.01.21 11:37:36 +0100
Ref:8009280-12023852-1-D
Signature numérique
le Maire